

LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 232

MONTRÉAL, LE JEUDI 5 OCTOBRE 1995

75c + TPS + TVQ / Toronto 13

PERSPECTIVES

Sur la piste des 350 millions

Radio-Canada a encore l'espoir d'être épargnée

Et si Ottawa donnait un petit répit à la Société Radio-Canada en reportant une partie des compressions annoncées? C'est le fol espoir que nourrit la patronne de la télé française, Michèle Fortin.

À terme d'un exercice minutieux, entrepris à l'été sous l'œil d'une firme privée d'experts, les dirigeants de la SRC ont été invités à «trouver» 227 millions de dollars au cours des 18 prochains mois. À Montréal, la télévision française devra livrer 45 de ces millions. À ce jour, la direction de la SRC à Montréal a trouvé 21 millions et cherche activement les 24 autres, sans trop toucher aux émissions si l'on en juge par la saison extrêmement riche en nouveautés lancée cet automne. «Ce que nous avons à faire présentement est faisable. Si on restait à ce niveau-là, nous pourrions nous en sortir», estime Mme Fortin.

Malheureusement pour la SRC, ce ne sont pas 227 mais bien 350 millions de dollars qu'Ottawa veut retrancher d'ici deux ans du budget de sa société d'État.

Le chiffre de 350 millions est devenu célèbre en mars dernier lorsque l'ex-président Anthony Manera a démissionné avec fracas après avoir découvert que le gouvernement sabrerait 350 millions (sur 1,1 milliard) dans les budgets de la société d'État d'ici 1997. Le ministre du Patrimoine, Michel Dupuy, avait nié la chose à l'époque mais le temps a rapidement donné raison à M. Manera.

Depuis, employés et cadres n'arrêtent pas de s'interroger sur les secteurs et personnes qui seront sacrifiés. «En même temps, à force d'entendre annoncer la fin du monde, on finit par être vaccinés», commente un responsable syndical. Mais personne n'est immunisé pour toujours et quelque part avant les Fêtes, des mises à pied seront annoncées afin de permettre de trouver les 24 autres millions. Qui sera touché? Mystère.

Pour le reste, les dirigeants de la télé française ont réussi à préserver l'ensemble de leurs services. Les mauvaises langues diront qu'il y avait bien du gras pour que tous ces millions aient pu être retranchés sans trop de douleur.

Radio-Canada aime répéter, aussi, que ses méthodes de travail devront changer. Le défi est clair: il faut produire à un coût comparable à celui du secteur privé. Ce qui n'est pas le cas présentement, quoi qu'en disent les dirigeants. En fait, le secteur anglais a déjà une longueur d'avance: il étudie sérieusement l'option dite «users pay», déjà en vigueur dans les télévisions publiques d'Australie et de Grande-Bretagne (BBC), qui se rapproche d'une forme interne de sous-traitance et oblige chaque département à savoir combien il dépense exactement.

Radio-Canada accorderait ainsi un budget précis à un réalisateur, qui aurait à négocier avec les maquilleurs, le service des décors, etc. Présentement, il est très difficile de connaître avec précision le coût de production d'une émission et beaucoup n'ont pas de comptes à rendre, ce qui encourage le flou budgétaire. Et l'inefficacité.

Les 227 millions mentionnés plus haut font partie de ce que les bureaucrates appellent la phase 1. La phase 2, aussi appelée «phase du mandat et des orientations», ne pourra être complétée avant que le comité des sages de Pierre Juneau ne remette son rapport au gouvernement. M. Juneau devait d'abord terminer son travail en septembre mais il a obtenu un délai jusqu'en novembre. Ottawa n'est sans doute pas fâché, d'ailleurs, de laisser passer le référendum avant de susciter un débat sur le rôle de la SRC.

Le débat qui aurait pu avoir lieu il y a plusieurs mois mais qui ne s'est toujours pas produit — notamment parce que le gouvernement a sabordé au printemps un comité des Communes chargé justement de revoir le rôle de la SRC — devra avoir lieu un jour. M. Juneau, M. Beatty et le gouvernement devront décider, tôt ou tard, quel type de production doit faire la télé publique, quelles sortes d'émissions elle doit présenter et avec quel type de publicité. «Tout dépendra du choix global d'orientation pour la compagnie», déclarait cette semaine Michèle Fortin en ajoutant que «ce choix n'a pas encore été fait».

D'ici là, cette dernière continuera de marteler son droit à la différence à Ottawa, droit qui semble avoir été compris puisque M. Beatty parle maintenant de la nécessaire asymétrie des télévisions anglaise et française. En clair, cela veut dire que la télévision de langue française sera libre de faire des compressions là où elle le juge approprié et même si, ce faisant, elle prend des orientations différentes de ses vis-à-vis torontois. C'est bien la moindre des choses: les deux services ont des clientèles et des problèmes tout à fait différents et la CBC envie les cotes d'écoute que certaines émissions recueillent à la SRC. Des *Petite Vie* à la CBC, il n'y en a pas.

Il est loin d'être certain que le gouvernement fédéral voudra faire un petit cadeau à la SRC, ne fût-ce qu'en reportant de six mois ou un an une partie des compressions demandées. Après tout, la télévision publique est en compétition avec les pensions de vieillesse, l'assurance-chômage et divers autres programmes qui subiront des amputations au cours des prochains mois.

INDEX	MÉTÉO
AgendaB8	Montréal Ensoleillé. Max: 16
Avis publicsB6	Québec Dégagement le matin. Ciel variable par la suite. Max: 15
ClasséesB8	Détails en B 7
CultureB10	
ÉconomieB3	
ÉditorialA10	
Le mondeA8	
Mots croisésB8	
Les sportsB7	

ÉCONOMIE

La pire année de l'histoire de l'immobilier

PAGE B 3



LES ACTUALITÉS

Environnement: Brassard réduit les normes d'impacts

PAGE A 5

LE MONDE

Comores: Paris met fin au coup d'État

PAGE A 8



Le MBA dans le rouge

La faible fréquentation aux méga-expositions Beauté mobile et Paradis perdus oblige la direction à adopter un plan d'urgence

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Le Musée des beaux-arts de Montréal (MBA) prévoit terminer son année budgétaire 1995-96 avec un déficit accumulé de plus de 2,3 millions de dollars. Ce manque à gagner, sur un budget total de 25,6 millions, s'explique en bonne partie par la faible fréquentation de ses deux méga-expositions estivales, *Beauté mobile* et *Paradis perdus: L'Europe symboliste*, qui n'ont attiré jus-

qu'à maintenant que la moitié des 500 000 visiteurs prévus. Les deux expositions prendront fin dans dix jours.

Le musée de la rue Sherbrooke a préparé un «plan de redressement» pour faire face à cette situation critique. Le projet prévoit résorber le déficit d'ici trois ans par l'entremise de diverses compressions budgétaires. La direction du MBA veut notamment retrancher 900 000 dollars de sa masse salariale avant l'an 2000 mais elle promet que ces mesures n'entraîneront pas de licenciements. La présentation de méga-expositions comme *Paradis perdus*

ne sera toutefois plus possible pour quelques années.

Le plan d'urgence, dont *Le Devoir* a obtenu copie, a été adopté à l'unanimité par le conseil d'administration du musée à la fin septembre. Il doit être présenté demain matin aux employés de l'établissement et dans une quinzaine de jours aux médias.

«Le déficit est impressionnant, mais ce n'est pas la première fois que ça se produit dans la vie du musée», com-

VOIR PAGE A 12: MBA

«Un NON n'affaiblira pas le Québec»



PHOTO JACQUES NADEAU

L'EX-PREMIER MINISTRE du Québec, Robert Bourassa, a effectué hier sa troisième sortie depuis le début de sa «reentrée politique». M. Bourassa a pris la parole devant le Groupe des Cent, une association de jeunes fédéralistes. Vif et articulé, fidèle à sa réputation d'«animal politique», il a notamment tenté de démontrer que le Québec a plus à gagner du fédéralisme que de la souveraineté. Nos informations en page A 5.

Marcel Masse se consacrera à la campagne du OUI

L'ex-ministre conservateur quitte la présidence du Conseil de la langue française

GILLES LESAGE

DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Marcel Masse fera campagne pour le OUI référendaire. Ancien ministre unioniste à Québec et conservateur à Ottawa, M. Masse a demandé hier au gouvernement du Québec de le relever de ses fonctions de président du Conseil de la langue française pour lui permettre de participer en toute liberté au débat sur l'avenir du Québec.

«Les choses étant devenues ce qu'elles sont, l'avenir du Québec doit passer par la souveraineté, car là où loge notre différence doit se trouver notre majorité», écrit l'ancien ministre de MM. Johnson, Bertrand et Mulroney, dans un document explicatif dont *Le Devoir* a pris connaissance hier en exclusivité.

«L'évolution du Québec des dernières années est riche d'enseignement, ajoute-t-il. Pour ma part, j'ai tiré un trait. Sans rien renier de notre histoire, il faut savoir conclure: nous émanciper d'un fédéralisme de tutelle [...] Le temps est venu de nous engager et chacun doit apporter sa contribution.»

M. Masse était président du CLF depuis seulement quatre mois, après avoir présidé l'hiver dernier la Commission régionale de Montréal sur l'avenir du Québec. N'étant pas fonctionnaire à proprement parler et ne pouvant prendre des vacances ou un congé sans solde pour faire campagne en faveur du OUI, il a dû démissionner, ce que le gouvernement de Jacques Parizeau a accepté hier.

Dans sa nouvelle option, M. Masse retrouvera une collègue du gouvernement Mulroney, Monique Vézina, qui a présidé la Commission des aînés, l'hiver dernier, et a repris le flambeau à ce titre pour le OUI. Arthur Tremblay, qui a fait une longue et brillante carrière dans la fonction publique québécoise — il y fut notamment sous-



Marcel Masse: «Il faut savoir conclure.»

VOIR PAGE A 12: MASSE

Drogue et criminalité: la poule et l'œuf

Les criminels sont-ils tous drogués? Les drogués sont-ils tous criminels?

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

La majorité des adolescents délinquants ont commis des délits avant de consommer de la drogue. C'est l'une des données ébranlant la relation de causalité établie entre la consommation de drogue et le crime, mises en avant par Serge Brochu, dans un ouvrage intitulé *Drogue et criminalité*, de la série «Perspectives criminologiques», publié aux Presses de l'Université de Montréal.

Selon l'auteur, la consommation de drogue et de certaines drogues en particulier accroît l'implication dans des activités criminelles plutôt qu'elle ne la cause.

Se basant sur la proportion et l'âge des contrevenants qui ont comparu devant le Tribunal de la jeunesse, l'auteur conclut: «Plus l'âge augmente, plus les drogues semblent s'enchaîner dans le style de vie des contrevenants.» Citant une enquête effectuée en 1990 dans des centres d'accueil

pour jeunes en réadaptation, l'auteur rapporte que plus des trois quarts de ces jeunes avaient déjà consommé une «substance psychoactive» illicite au cours de leur vie. La moitié de ces adolescents rapporte avoir déjà fait usage de cocaïne. «Quand on sait que cette drogue n'est utilisée que par environ 1 % de la population adulte canadienne, il devient possible de mesurer l'ampleur de la consommation chez ces sujets», écrit l'auteur.

Par ailleurs, poursuit-il, les jeunes délinquants ont souvent consommé de l'alcool avant de consommer de la drogue.

À ce chapitre, M. Brochu mentionne les quelques facteurs les plus susceptibles d'entraîner les adolescents sur la pente de la délinquance et de la drogue: la consommation précoce de drogue, ou l'initiation précoce à des comportements déviants, l'absence des parents, et des résultats scolaires faibles.

VOIR PAGE A 12: DROGUE

LE RÉFÉRENDUM AUJOURD'HUI

Beaudoin demeure au cœur du débat

Laurent Beaudoin s'est encore retrouvé au cœur du débat référendaire hier. Le président de Bombardier, qui a soulevé mardi la possibilité d'un déménagement de l'entreprise advenant la souveraineté du Québec, a été conquis par le camp du OUI, tandis que Daniel Johnson, Michel Bélanger et Jean Chrétien se sont portés à sa défense. À Ottawa, Lucien Bouchard est passé à l'attaque pour la deuxième journée de suite en se référant à un document interne préparé par Industrie Canada, qui ferait état d'une opération de «conscriptio d'entreprises» qui pousserait les gens d'affaires à se prononcer pour le NON. Le gouvernement Chrétien ne toutefois avoir ainsi cherché à «ficher» les patrons à des fins politiques. La campagne référendaire, dominée par les gens d'affaires depuis quelques jours, a vite tourné à l'empoignade. — Nos informations en page A 6.



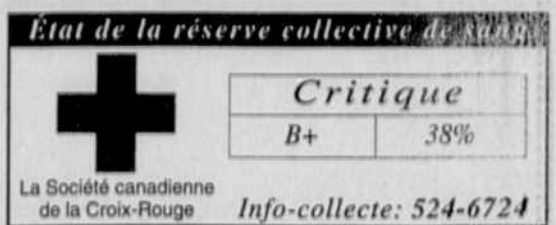
Laurent Beaudoin

- Le défaitisme de certains éléments du camp du OUI indispose Mario Dumont... A 6
- La chronique de Guy Laforest: Un débat d'idées A 6
- La chronique de Michel Venne: Les vrais chefs... A 12
- L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon: Cent budgets pour demain... A 10



LE DEVOIR

MONTRÉAL



Compressions budgétaires

Les cégeps à nouveau en grève

Une quarantaine d'établissements paralysés à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants

JEAN PICHETTE
LE DEVOIR

Une quarantaine de cégeps de la province, dont une dizaine de la région de Montréal, seront en grève, aujourd'hui, alors qu'une grande majorité des enseignants affiliés à la Fédération des enseignants de cégep (FNEEQ-CSN) et à la Fédération autonome du collégial (FAC) dresseront des lignes de piquetage pour protester contre la volonté gouvernementale d'imposer des compressions budgétaires à l'enseignement collégial.

À l'occasion de la Journée mondiale des enseignants, décrétée par l'UNESCO, de nombreux collèges seront donc paralysés pour une seconde journée en moins d'un mois, les enseignants de 26 cégeps affiliés à la FNEEQ-CSN ayant déjà débrayé le 14 septembre dernier.

L'impasse persiste donc aux tables de négociations, malgré l'entente de principe intervenue jeudi

dernier entre le gouvernement et la Fédération des enseignants du Québec (CEQ), qui regroupe 1500 membres répartis dans six collèges. Un seul de ces cégeps s'est pour l'instant prononcé sur cette entente, qu'il a largement approuvée. Les autres se prononceront d'ici la fin de la semaine prochaine.

Du côté de la FNEEQ-CSN, on accepte désormais de situer les négociations dans le cadre des compressions de 20 millions de dollars imposées par le gouvernement. Il y a quelque semaines, c'est plutôt des compressions de 48 millions qui étaient envisagées de la part du gouvernement. Le syndicat refuse toutefois que cette ponction de 20 millions soit effectuée au seul niveau de la masse salariale. Il propose des mesures d'encadrement et de soutien des étudiants, qui devraient favoriser un plus haut taux de réussite et générer ainsi une diminution sensible des coûts afférents aux difficultés des étudiants à compléter leurs études

dans les délais normaux. Selon la FNEEQ-CSN, ceux-ci sont de l'ordre de 100 millions de dollars par année. «On veut que le gouvernement tienne compte de nos propositions visant à favoriser un meilleur encadrement des étudiants afin de diminuer ces coûts structurels», explique la porte-parole Maroussia Kishka.

Le syndicat qui regroupe les deux tiers des enseignants au niveau collégial avait déjà annoncé la semaine dernière que ses membres boycotteraient l'ensemble des tâches supplémentaires dévolues aux enseignants pour l'implantation de la réforme Robillard. Les enseignants d'au moins 23 des 31 syndicats affiliés à la FNEEQ dresseront aujourd'hui des piquets de grève, et on s'attendait à ce que deux autres fassent de même en soirée. Des délégations des différents syndicats affiliés se rassembleront à 14h au Centre des congrès, à Québec, où le président de la CSN, Gerald Larose, et le président de la FNEEQ,

Oliva Bouchard, prendront la parole.

Des membres de la FAC, dont 15 des 17 syndicats seront également en grève, participeront de leur côté, en début de soirée, à une manifestation devant les bureaux du premier ministre Parizeau, au siège social d'Hydro-Québec, à Montréal. Ils seront pour l'occasion accompagnés de membres des syndicats affiliés à la Fédération des enseignants de commissions scolaires (FÉCS-CEQ), insatisfaits de l'entente de principe intervenue il y a deux semaines.

Cette entente prévoit des compressions de 100 millions pour chacune des deux prochaines années. À ce jour, près du tiers des enseignants des niveaux primaire et secondaire ont rejeté ces propositions. Des représentants des syndicats affiliés de Blainville-Deux-Montagnes et de Laval, ainsi que des membres de l'Alliance des professeurs de Montréal, également affiliée à la CEQ, participeront à la manifestation de ce soir.

La lutte aux gangs de motards

Le syndicat des policiers de la SQ fait marche arrière

L'escouade conjointe pourra fonctionner

SYLVAIN BLANCHARD
LE DEVOIR

Les représentants syndicaux de la Sûreté du Québec sont revenus sur leur position hier et ont finalement accepté de participer à l'escouade antimotards récemment annoncée par le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, pour tenter de neutraliser les bandes de motards criminalisés.

À l'issue d'une rencontre de 90 minutes, tenue en matinée dans les bureaux de la SQ, rue Parthenais, patrons et syndiqués ont fait le point sur les récriminations du syndicat concernant la suspension de quatre de leurs membres en rapport avec le procès des frères Matticks.

On se souviendra que dans cette affaire, les policiers sont soupçonnés d'avoir trafiqué une partie de la preuve, soupçons qui avaient amené le juge président l'audience à annuler le procès. Les quatre policiers seront fixés sur leur sort le 11 octobre, date à laquelle le substitut du procureur général fera savoir s'il y a matière ou non à porter des accusations contre eux.

Dans cette histoire, les représentants syndicaux des policiers en

surtout contre la décision du gouvernement du Québec d'assigner un second procureur au dossier alors que le premier, après examen de la preuve, concluait récemment qu'aucune poursuite n'était justifiée.

D'un côté comme de l'autre, syndiqués et patrons ont refusé de dévoiler le contenu de leur réunion d'hier, la SQ se limitant à dire que «les éclaircissements nécessaires» avaient été donnés, alors que du côté de l'Association des policiers provinciaux, son président, Jocelyn Turcotte, s'abstenait pour une deuxième journée d'affilée de retourner nos appels.

Quoi qu'il en soit, les policiers ont convenu de lever leur boycottage et de rejoindre les rangs de l'escouade antimotards, et ce, à la grande satisfaction de la SQ, qui n'anticipe plus maintenant «de perturbations».

L'escouade en question est composée de 75 enquêteurs, principalement de la SQ et du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal. La Gendarmerie royale du Canada fait aussi partie de l'équipe et, depuis hier, tous travaillent dans un seul et même bureau, gardé secret par la police pour des raisons de sécurité.



PHOTO JACQUES NADEAU

Un artificier approche de la camionnette bourrée d'explosifs.

LaSalle

Les policiers mettent dix heures à désamorcer des explosifs

La présence d'une camionnette bourrée de dynamite a forcé l'évacuation d'une vingtaine de familles

LE DEVOIR

Les artificiers de la police de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) ont réussi, hier soir, après une dizaine d'heures d'un travail minutieux et extrêmement dangereux, à désamorcer les explosifs découverts dans une fourgonnette abandonnée dans le stationnement d'un centre commercial de LaSalle, en banlieue de Montréal.

Plusieurs policiers de la Communauté urbaine de Montréal ont été tenus en haleine toute la journée, hier, au coin des rues Georges et Bishop Power, alors qu'en matinée un appel anonyme leur signalait la présence, dans le stationnement du centre commercial Place Lecavalier,

d'une camionnette blanche remplie d'explosifs.

Après avoir fracassé une vitre et ouvert l'une des deux portières, les policiers ont constaté que la camionnette contenait effectivement une importante quantité d'explosifs (cachés dans des bidons d'essence), en plus d'être piégée, plusieurs fils reliant des bâtons de dynamite à une détonateur et à différentes parties de la camionnette, dont l'une des deux portières.

Le lieutenant Norman Couillard, de la police de la CUM, a expliqué que les artificiers avaient dû agir avec une extrême prudence.

Après plusieurs heures de travail, les spécialistes ont réussi au milieu de l'après-midi à ouvrir une

portière arrière du véhicule.

Ils ont alors remarqué qu'un bâton de dynamite relié à des fils avait été placé à l'intérieur de la portière et aurait pu déclencher l'explosion au moment de l'ouverture, a indiqué le lieutenant Couillard.

Tout cela a eu pour effet de rendre périlleux le travail des artificiers qui, à l'aide de robots automatisés, ont mis des heures à retirer méticuleusement tous les débris (notamment des clous) entourant la boîte de contrôle remplie d'explosifs.

La force d'une explosion possible faisant craindre le pire aux policiers, une vingtaine de familles du secteur ont dû être évacuées peu avant midi.

Au moment de mettre sous presse, les familles étaient attendues dans un hôtel où la municipalité s'est chargée de les héberger.

Cet événement a suivi de peu un autre incident du même acabit, survenu, lui, à Pointe-Sainte-Charles où des policiers de la CUM ont désamorcé une bombe dans une brasserie située près du métro Charlevoix. L'engin était relié à un téléviseur par un système électrique et placé dans une bouteille qu'on avait lancée dans la vitrine du commerce.

Dans les deux cas, les policiers n'hésitent pas à faire des liens avec la guerre que se livrent actuellement les motards criminalisés, sans toutefois préciser davantage.

Avec PC

Une Albertaine tenace obtient un remboursement d'une firme de télémarketing montréalaise

Le harcèlement pour contrer la fraude

PRESSE CANADIENNE

Red Deer, Alberta — Dupée par une firme de télémarketing montréalaise, une résidente de Red Deer, en Alberta, a réussi à se faire rembourser en harcelant sans relâche ses arnaqueurs.

Séduite par le baratin d'un agent de la compagnie Global Reports qu'elle avait joint grâce à un numéro 1-800, Sue Eichmann avait finalement envoyé un chèque de 300 \$ dans l'espoir de mettre la main, tel que promis, sur une fourgonnette, un bateau ou encore des obligations d'épargne.

Or, elle n'a jamais reçu quoi que ce soit, ni même un remboursement.

Lorsqu'elle a enfin pris conscience de la duperie, elle s'était presque faite à l'idée qu'elle ne reverrait plus ses sous pour ensuite se ressaisir et prendre sa revanche.

Son plan: composer et recomposer le numéro 1-800-807-2090 — à l'aide de la touche «recomposition» de son téléphone — et demander sans cesse: «Bonjour. Puis-je savoir mon argent?»

Un homme l'a finalement rappelée pour lui dire que le conseil d'administration de la société allait se réunir pour étudier sa plainte.

«J'ai laissé quatre messages, raconte Mme Eichmann. Je leur ai dit dans le quatrième message que s'ils ne me rappelaient pas dans une demi-heure, je recommencerais à composer leur numéro 1-800.»

Puis une femme l'a rappelée pour l'injurier avant que l'homme la joigne à nouveau pour la prévenir qu'elle ne serait pas remboursée.

Sue Eichmann s'est donc remise à téléphoner sans relâche à Global Reports dès 7h30 le matin, les standardistes se contentant de décrocher et de raccrocher aussitôt.

L'homme l'a rappelée et a tenté de la menacer. Mme Eichmann l'a encouragé à porter plainte à la police et même à la poursuivre, soutenant qu'aucun juge du pays ne refuserait de lui accorder ses 300 \$.

De guerre lasse, une femme lui a téléphoné pour l'avertir qu'elle recevrait bientôt son chèque.

Elle l'a encaissé la semaine dernière et s'est assurée à maintes reprises auprès de sa banque qu'il ne s'agissait pas d'un chèque sans provision. Jusqu'à présent, ce n'est pas le cas.

«S'il est refusé pour défaut de provision, je recompose à nouveau leur numéro 1-800», prévient-elle.

LIBRAIRIE
LE BOUQUIN
Nous vendons les publications du gouvernement du Québec:
- lois, règlements
- livres administratifs, techniques
- livres d'art, etc.
Commandes téléphoniques acceptées.
CONCESSIONNAIRE DES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

• LIVRES •

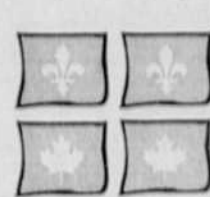
Bouquinez en sirotant votre café chaque samedi.

LE DEVOIR

LE DEVOIR



RÉFÉRENDUM



Le OUI sur Internet

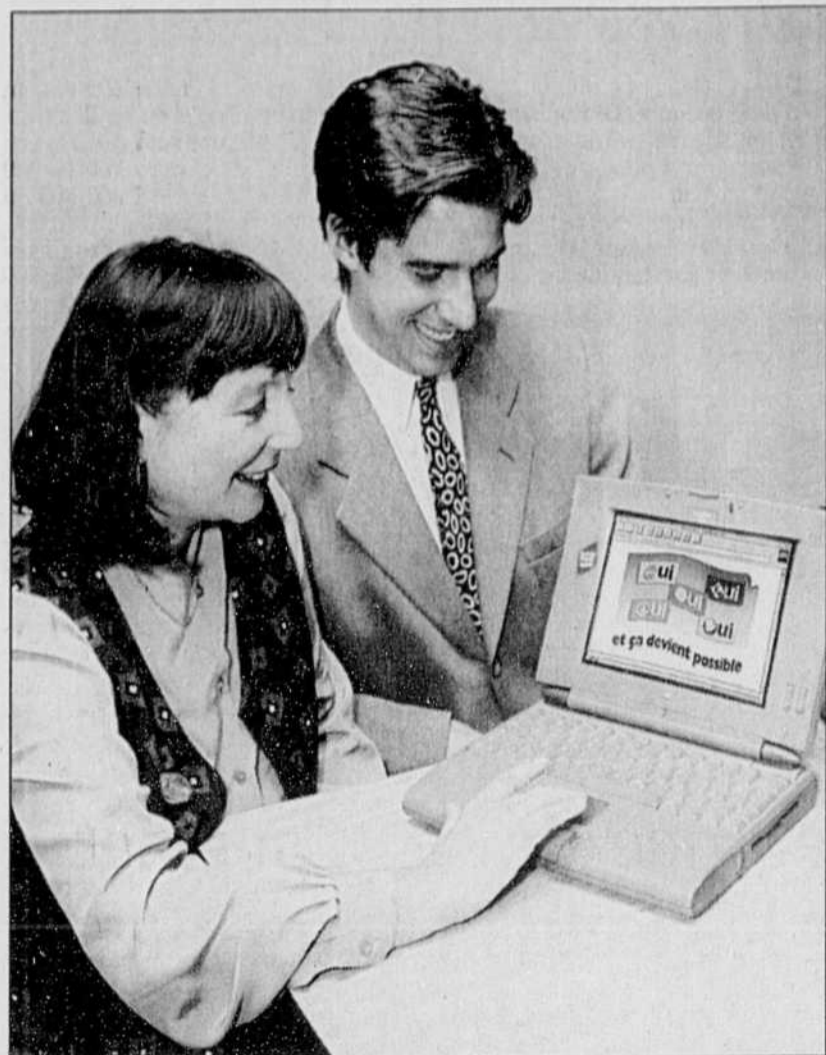


PHOTO JACQUES GRENIER

SIGNE des temps, les mouvements politiques sont en train de découvrir les voies de moins en moins impénétrables de l'inforoute pour y diffuser leurs idées. Hier, le Comité du OUI inaugurait, au cours d'une conférence de presse, son site (bilingue) sur le World Wide Web. Ce qu'on y retrouve? Des renseignements d'ordre pratique comme les coordonnées des comités national et locaux, des données électorales et démographiques sur les 125 circonscriptions du Québec, des documents officiels comme les textes de la question référendaire et du projet de loi sur l'avenir du Québec, des discours des trois chefs, des données sur leur emploi du temps quotidien pendant la tournée du OUI, des témoignages et des communiqués de presse. Sur la photo, Monique Simard, vice-présidente du Parti québécois, et André Boisclair, député de Gouin, font la démonstration du nouveau site, dont l'adresse est: <http://quebec-oui.org/>

Robert Bourassa devant le Groupe des Cent

Avec un NON, le Québec garde son rapport de force

«Les pouvoirs pour protéger notre identité, nous les avons»

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Avec un gouvernement vigilant, le rapport de force du Québec ne sera pas affecté par un vote majoritaire du NON le 30 octobre, soutient l'ancien premier ministre Robert Bourassa, qui en était, hier soir à Montréal, à sa troisième sortie publique depuis l'été.

En outre, M. Bourassa a soutenu, à l'encontre du discours souverainiste le plus récent, que le Québec dispose de tous les pouvoirs clés pour protéger son identité: éducation, immigration, culture, langue. Au point où à une époque, l'une des deux langues officielles du Canada, l'anglais, était interdite dans l'affichage commercial au Québec. Il constate que le gouvernement péquiste n'a pas modifié la loi 86 qui rétablissait le bilinguisme dans l'affichage et que l'introduction de la question linguistique dans le débat référendaire est toute récente. En décembre, M. Parizeau n'en glissait même pas un mot dans l'avant-projet de loi.

Il ajoute qu'en ouvrant des négociations avec le reste du Canada après un vote positif pour la souveraineté, le Québec se heurterait à un Canada qui ne parle pas d'une seule voix. Les provinces de l'Ontario ou des Maritimes, qui sont les voisins immédiats du Québec, n'ont pas les mêmes intérêts que l'Ouest. Or, dit-il, «le Québec a intérêt à garder cette fenêtre sur l'Asie. Sur le plan concret, les provinces de l'Ouest peuvent avoir intérêt à avoir accès à l'Atlantique. Mais l'océan de l'avenir, c'est moins l'Atlantique que le Pacifique, dit-il. On connaît le potentiel économique de la Chine».

«Comment penser que la désintégration pourrait se faire facilement, sans préjudice pour la population du Québec? Il est essentiel que la décision tombe du bon côté. L'offre de partenariat est un aveu de la part des dirigeants souverainistes qu'ils ont besoin de l'ensemble canadien pour avoir un minimum d'appui populaire au Québec».

M. Bourassa participait à une rencontre du Groupe des cent, un regroupement de plus de 600 jeunes professionnels fédéralistes. M. Bourassa participera à d'autres activités. Il prendra la parole la semaine prochaine devant une chambre de com-



PHOTO JACQUES NADEAU

Robert Bourassa, quelques instants avant son allocution devant le Groupe des Cent.

merce à Québec.

M. Bourassa a répondu à une question d'un participant en affirmant que le rapport de force du Québec «va demeurer», même si le Québec vote NON à la souveraineté, s'opposant ainsi à la rhétorique souverainiste selon laquelle le Québec serait affaibli.

Il cite d'ailleurs à ce sujet le premier ministre Jacques Parizeau qui disait, en campagne électorale, en septembre 1994, qu'un NON n'affaiblirait pas le Québec. Il se demande pourquoi M. Parizeau ne dit plus la même chose aujourd'hui. Plusieurs éléments font, selon lui, que le Québec se trouverait dans une bonne position de négociation:

■ la position des partis à la Chambre des communes, où le Québec est représenté par le premier ministre Jean Chrétien et par le chef de l'opposition

Lucien Bouchard. «Les Québécois qui regardent le petit écran le soir, qui voient les débats à la Chambre des communes, on peut pas dire qu'ils sont dépayés. Ils voient le député de Shawinigan affronter le député de Lac-Saint-Jean constamment tous les jours», dit-il.

■ la situation fiscale du gouvernement fédéral. «Ça fait dix ans que le fédéral essaie de réduire le poids du service de la dette dans son budget. Ils sont obligés de décentraliser des pouvoirs. Cela va permettre au Québec, avec l'appui d'autres provinces, d'obtenir beaucoup plus de succès qu'il en a eu depuis 30 ans, dans ce rétrécissement du pouvoir de dépenser du fédéral et, surtout, de la participation des provinces dans les normes canadiennes»;

■ une conférence est prévue en 1997 sur la formule d'amendement de la Constitution et les premiers ministres provinciaux, en 1986 à Edmonton, s'étaient engagés à réparer l'erreur de 1982;

■ les alliances «qu'on peut faire avec les autres provinces», comme l'a fait le Québec avec les provinces de l'Ouest dans la bataille du libre-échange, avec l'Ontario sur les prix du pétrole dans les années 1970 ou avec l'Ontario sur l'agriculture au GATT;

■ notre situation géographique, au milieu du Canada.

A ceux qui lui rappellent qu'après le NON de 1980, le Québec s'est fait imposer la Constitution de 1982, M. Bourassa répond qu'il est «toujours un peu risqué de comparer. Le rapatriement de la Constitution est fait. L'objectif du gouvernement de M. Trudeau, ça a été fait». Il ajoute qu'en 1987, «on a presque obtenu la société distincte; on ne l'a pas obtenue, mais avec l'évolution de l'opinion publique, on pourrait l'avoir».

M. Bourassa a écarté toute possibilité de participer au comité de surveillance des négociations, prévu à l'entente du 12 juin entre le BQ, le PQ et l'ADQ pour surveiller les négociations avec le Canada anglais.

Il ne voit pas en vertu de quelle logique démocratique M. Parizeau assujettirait les pouvoirs qu'il a reçus du peuple à un comité de non-élus, d'obédiences différentes, qui risquent de ne pas s'entendre et disposeront de «pouvoirs d'apparat».

FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLÉGIAL (FAC)

Près de 4 000 enseignantes et enseignants de cégep font la grève aujourd'hui.

Par ce geste, elles et ils disent :

NON

- ❖ à la détérioration de la qualité de la relation maître-élève;
- ❖ au sacrifice d'une génération d'enseignantes et d'enseignants au statut précaire;
- ❖ au déclasserement de leur profession.

OUI

- ❖ à une relation maître-élève qui favorise la réussite des études;
- ❖ à une relève enseignante qualifiée et prometteuse;
- ❖ à la reconnaissance professionnelle et syndicale.



LES ENSEIGNANTES ET LES ENSEIGNANTS DES SYNDICATS MEMBRES DE LA FAC

1259, rue Berri • Bureau 400 • Montréal (Québec) H2L 4C7

Tél. : (514) 848-9977 - Télécopieur : (514) 848-0166



RÉFÉRENDUM



Les patrons ne font que leur devoir, affirme Jean Chrétien

JEAN DION
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Les dirigeants de grandes entreprises situées au Québec ne font que leur devoir lorsqu'ils se prononcent en faveur du NON ou brandissent à leurs travailleurs la menace de pertes d'emplois en cas de souveraineté, estime le premier ministre Jean Chrétien.

Au lendemain d'une nouvelle sortie percutante du président de Bombardier, Laurent Beaudoin, et de l'avertissement servi par la firme Spar Aéropatiale, M. Chrétien s'est porté hier à la défense des patrons qui prennent de plus en plus de place dans la campagne référendaire, affirmant que ceux-ci avaient surtout à cœur la protection de leurs employés.

Les dirigeants «qui ont réussi avec l'aide du gouvernement fédéral à développer ces entreprises-là veulent les garder pour le profit des ouvriers. M. Beaudoin, lui, a probablement un assez bon compte de banque. Seulement, s'il y a un désastre, ce sont pas lui qui va être dans la misère, ce seront les pères de famille qui travaillent dans ces usines. Et c'est ces gens-là qu'on veut protéger, au lieu de plonger dans le noir, dans l'aventure» proposée par les souverainistes, a déclaré M. Chrétien à la Chambre des communes.

Il a ajouté que les gens d'affaires

avaient «l'obligation», «le devoir» d'informer les Québécois des «risques» inhérents à un OUI et rejeté l'accusation que lui a lancée le Bloc québécois, à savoir qu'Ottawa se livrait à du «chantage» auprès des entrepreneurs afin de les forcer à appuyer le NON.

«Depuis quand la vérité c'est du chantage? Depuis quand, lorsqu'on dit aux citoyens que leur avenir économique et politique est en danger, c'est du chantage?», a demandé le premier ministre.

En Chambre, le Bloc est passé à l'attaque pour la deuxième journée de suite en se référant au document interne préparé par Industrie Canada qui fait la nomenclature des secteurs industriels au Québec et évalue les conséquences dramatiques qu'aurait pour chacun la «séparation». Le document, dont l'opposition a dévoilé une seconde partie hier, fait également état de l'importance des subventions fédérales versées aux entreprises de pointe et soupèse le rôle que pourraient jouer leurs dirigeants dans la campagne référendaire. Ottawa ne toutefois qu'il ait ainsi cherché à «ficher» les patrons à des fins politiques et parle plutôt de la nécessité d'«informer» les Québécois sur les vertus économiques du fédéralisme.

Mais le chef du Bloc Lucien Bouchard s'est fait fort de relever qu'une note du rapport mentionne mot pour mot que «la



Jean Chrétien: «Depuis quand la vérité c'est du chantage?»

menace de cesser d'appuyer des industries [...] peut provoquer des réactions et des prises de position en faveur de la cause fédéraliste». Or, parmi les industries citées se retrouve Spar, dont l'un des diri-

geants rappelait justement à ses employés, mardi, que «l'incertitude» nuisait aux affaires.

Pour M. Bouchard, l'intervention de Spar «est le résultat concret de l'opération «conscription d'entreprises» par laquelle Ottawa pousse les gens d'affaires à se prononcer pour le NON», un geste qu'il a qualifié d'«empiètement disgracieux».

Quant à la sortie de Laurent Beaudoin, qui a refusé avant-hier de promettre que Bombardier demeurerait au Québec advenant la souveraineté, le chef bloquiste a souligné qu'elle «fait mal» compte tenu de ce que c'est le «poids politique» du Québec à Ottawa qui a permis à Bombardier d'obtenir le contrat d'entretien des CF-18, il y a un peu moins de dix ans. Mais il a rejeté l'hypothèse voulant que cet octroi démontre que le fédéralisme pouvait être une bonne chose pour le Québec.

Là encore, M. Bouchard a parlé de «chantage», qui, estime-t-il, se retournera contre son auteur. «On peut être fédéraliste et dire qu'on l'est, c'est parfaitement légitime. [...] Mais de dire «si vous ne pensez pas comme moi, je vais quitter le Québec», c'est quelque chose qui fait mal quand ça vient de quelqu'un qui, pour moi, est un exemple vivant d'un Québécois qui est capable de réussir quand il est fonceur, quand il a de la volonté, de l'imagination et du talent», a-t-il expliqué.

FACE À FACE

Un débat d'idées (1)

GUY LAFOREST

Je ne feindrai pas d'ignorer les sondages. Les ratés dans l'organisation des souverainistes ont aidé le camp du NON à prendre de l'avance. Mais le OUI a déjà amorcé sa remontée, aidé en cela par cette ivresse de la mesure qui s'est manifestée dans les propos des Laurent Beaudoin et Claude Garcia. Les souverainistes doivent rester déterminés et sereins. Essayons d'appliquer cette résolution dans le domaine des idées.

Dans un livre publié cet automne, *De l'urgence*, je tente de creuser deux grands thèmes: l'abandon du cadre moral fédéral par la réforme constitutionnelle de 1982 et la redéfinition de l'identité québécoise autour de la notion de société distincte pluraliste. Ces deux thèmes sont étroitement reliés car le Canada de 1982 impose au Québec le modèle identitaire de la réduction ethnique des francophones de souche. Des déclarations et écrits récents de ténors fédéralistes ont alimenté mes convictions.

Le soir du référendum sur la souveraineté-association, le 20 mai 1980, André Burelle avait écrit le discours de Pierre Trudeau. Selon lui, M. Trudeau a par la suite détourné le sens du référendum. Dans la bouche d'un ex-conseiller qui n'a pas encore désespéré du fédéralisme, les critiques de M. Burelle revêtent une grande importance: «[...] parce que très peu de Canadiens et de Canadiennes ont compris qu'en donnant à la Cour suprême le mandat de veiller à l'application d'une Charte «nationale» des droits et libertés individuelles sans tenir compte des droits collectifs reconnus au Québec par les pères de la Confédération, M. Trudeau a changé, sans le consentement de cette province, les bases mêmes du contrat social et politique canadien [...]» (*Le Mal canadien*, page 203). Dans le même passage, M. Burelle écrit que la réforme de 1982 est venue «bouleverser complètement» l'équilibre établi entre les différents pouvoirs par les fondateurs de notre régime politique. Pour comprendre toute la force des propos de M. Burelle, il faut les juxtaposer à un extrait tiré de l'ouvrage récent de mon collègue Jean-Pierre Derriennic: «Pour les Québécois qui ne veulent pas de la séparation, celle-ci serait une injustice. En effet, c'est depuis longtemps un des principes de notre société que, par un vote à la majorité, on peut désigner des gouvernants ou adopter des lois, mais on n'a pas le droit de modifier les règles fondamentales de notre régime politique» (*Nationalisme et démocratie*, page 140). Les auteurs de la réforme de 1982 n'ont jamais osé consulter le peuple à son propos. Selon M. Burelle, cette réforme a profondément changé les règles de notre vie politique. En bonne logique, J.-P. Derriennic et ceux qui vantent son ouvrage, comme les chroniqueurs Marcel Adam de *La Presse* et William Johnson de *The Gazette*, devraient conclure que M. Trudeau n'avait pas le droit d'agir comme il l'a fait. Qu'est-ce qui les en empêche?

Les Québécois devraient scruter attentivement les textes de MM. Derriennic et Johnson. Ils y découvriront le vrai visage du Canada de M. Trudeau, celui d'un pays qui succombe à une tentation unitaire. Il y a un mois, J.-P. Derriennic écrivait dans ce journal cette phrase extraordinaire: «Les Québécois sont citoyens canadiens et leur autodétermination est, de ce fait, réalisée» (*Le Devoir*, 5 septembre 1995, page A 11). Cette phrase n'a de sens que si le Canada a cessé d'être une fédération pour devenir une nation indivisible comme la France. Cette dernière est faite de départements, traités uniformément par la loi. Le Canada, dans cette optique, est une nation de dix provinces égales. Les Québécois y sont des Canadiens qui vivent accidentellement sur la territoire de la province de Québec.

La thèse de M. Derriennic heurte de front la vision des grands intellectuels fédéralistes du Québec, comme Claude Ryan et Charles Taylor. M. Ryan continue de penser que le Québec n'a pas adhéré dignement et librement à la réforme de 1982. C'est pour ne pas entendre parler de cela que Jean Chrétien refuse de participer à un débat. Quant à Charles Taylor, il recommandait, après l'échec de l'Accord du lac Meech, la stratégie que les partisans de la souveraineté-partenariat s'apprennent à suivre: «Il reste qu'il faut trouver le moyen de convaincre le Canada anglais du sérieux de la question. Il faudrait éviter de s'enliser dans le dédale des procédures d'amendement actuellement en vigueur. L'inconvénient de ces procédures, c'est qu'à défaut d'accord, elles nous laissent dans le statu quo. Elles placent le fardeau de la preuve sur ceux qui veulent le changement. Il faudrait peut-être proposer au Canada anglais quelque chose comme une reprise de la Conférence de Charlottetown de 1964, c'est-à-dire des négociations où l'échec ne nous laisserait plus dans le statu quo, mais signifierait la fin du pays» (*Rapprocher les solitudes*, page 176).

Inaugurant la semaine dernière une série d'échanges avec Christian Dufour, qui se tiendront le vendredi à l'émission *Les Actualités* de la SRC, M. Taylor a révélé qu'il ne voulait pas donner un chèque en blanc à M. Parizeau pour aller négocier un partenariat avec le Canada après le référendum. C'est à des gens comme lui que M. Parizeau donne des garanties en acceptant de s'entourer d'un comité d'orientation et de surveillance des négociations. La nomination des premiers membres de ce comité prouvera le sérieux de la coalition souverainiste. Pendant ce temps, le mutisme de M. Chrétien reste total. Les vrais fédéralistes du Québec espèrent qu'il ne retournera pas le sens de leur vote pour la deuxième fois en quinze ans. Ils prennent un risque énorme en faisant confiance à cet homme et à son entourage.

Guy Laforest est professeur de science politique à l'Université Laval. Chaque semaine, d'ici le 30 octobre, il défendra le point de vue du OUI dans une face à face avec son collègue Jean-Pierre Derriennic, un tenant de l'option fédéraliste.

EN BREF

LES SOUVERAINISTES EXISTENT-ILS?

Ottawa (Le Devoir) — Chaque fois qu'il en a l'occasion, Jean Chrétien prend plaisir à reprocher à ses adversaires du Bloc québécois de camoufler la vérité en refusant de se qualifier eux-mêmes de «séparatistes» alors que le mot «souverainiste» ne se retrouve pas dans les dictionnaires français. Hier, le premier ministre, qui cause de fréquents maux de tête aux reporters de la presse écrite avec sa syntaxe incertaine, ne s'en est pas moins attribué une nouvelle entrée dans le *Dictionnaire québécois d'aujourd'hui*, publié par les éditions Robert, que lui a récemment fait parvenir l'ancien ministre et porte-parole du OUI Yves Duhaime. Aux Communes, M. Chrétien a d'abord admis que le vocable «souverainiste» se trouvait dans «le nouveau québécois», mais il a observé que celui-ci était «non approuvé par l'Académie française». Puis, devant le brouhaha que suscitait cette remarque du côté de l'opposition, il a ajouté que le mot y était «pour la première année, parce qu'on y eu z'a rentré l'clou quequ'fois depuis quelque temps». Au Bloc ou aux linguistes? Les immortels devraient se pencher sur le dossier...

Camp du OUI

Le défaitisme indispose Dumont

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Rivière-du-Loup — Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, se dit frustré de la «mentalité de loser [perdant] de certains éléments du camp du OUI», montrant particulièrement du doigt les analyses du sociologue Pierre Drouilly, un spécialiste des sondages identifié au camp souverainiste.

«Il y a des gens qui disent: «moi, je suis pour le OUI, mais je ne suis pas certain qu'on va gagner», dit-il. Moi, je ne marche pas comme ça. Je suis ici pour gagner.»

Et pour bien montrer qu'il entendait plonger de plain-pied dans la campagne référendaire et stimuler les troupes souverainistes, Mario Dumont a sommé hier soir le chef du camp du NON Daniel Johnson de «s'excuser auprès de tous ceux qui, au Québec, ont de l'ambition et refusent de voir petit».

M. Dumont s'en est pris à M. Johnson, espérant que «son manque d'ambition et d'espoir ne sera pas contagieux».

Quant au père spirituel de M. Dumont, l'avocat Jean Allaire, il se dit d'avis que «c'est le Canada qui s'est séparé du Québec en 1982, et non le Québec qui s'est séparé du Canada».

Les deux têtes d'affiche de l'Action démocratique ont clairement voulu prendre leur place hier dans la campagne référendaire, à l'occasion d'un discours prononcé à Rivière-du-Loup devant quelque 350 militants.

Comme le premier ministre Parizeau présidait un conseil des ministres à Québec, Mario Dumont est donc devenu hier le leader d'un jour de la tournée officielle du OUI, suivie par la meute des médias.

Le leader de l'ADQ a d'ailleurs provoqué quelques sueurs froides aux organisateurs de la tournée. Après avoir prononcé un discours dans une toute petite entreprise familiale de Saint-Pacôme qui fabrique du vin de framboise, il avait pris place dans l'autobus occupé par la presse écrite pour une partie du trajet de Saint-Pacôme à Saint-Cyprien.

A cette occasion, il a discuté à bâtons rompus avec quelques journalistes de la presse écrite, et les organisateurs de la tournée ont tenté par la suite de convaincre les médias qu'il s'agissait d'une conversation non officielle.

C'est à cette occasion que Mario Dumont a critiqué l'attitude défaitiste de certains éléments du camp du OUI.

Il a ajouté qu'il faut «dépersonnaliser le vote». Interrogé à savoir s'il aurait été préférable que Lucien Bouchard dirige les forces du OUI dans l'actuelle campagne, il a répondu que «ça n'aurait rien changé, et de toute façon M. Bouchard aurait été pris à Ottawa».

Mario Dumont a pris soin de souligner les qualités de M. Parizeau, mais si jamais le NON l'emportait le 30 octobre, il faut s'attendre à «un redéploiement des forces nationalistes au Québec», dit-il.

Mario Dumont s'est également dit confiant de voir les indécis se brancher pour le OUI, exprimant l'idée qu'il n'y avait aucune raison pour voter NON en 1995.

«En 1980, il pouvait y avoir des raisons de voter NON [à cause des promesses du fédéral], mais pas cette fois-ci», dit-il.

Ainsi, pour susciter ce vote positif envers la souveraineté, il faut nécessairement bien informer la population de la nature du partenariat offert au Canada.

Mario Dumont avait développé cette idée plus tôt dans son discours public, admettant que le camp du NON a pu «marquer des points» en placardant le Québec d'affiches sur la séparation.

Mais, ajoute-t-il, «le camp du NON a complètement détourné la question. Il faut s'assurer que les gens ne tombent pas dans le piège de Jean Chrétien, qu'ils ne votent pas sur ce que Jean Chrétien met sur les poteaux, mais bien sur la question qui est sur le bulletin».

Car cette question fait clairement référence, ajoute-t-il, à «un nouveau partenariat économique et politique basé sur la souveraineté».

M. Dumont laisse également entendre que le Canada n'aura pas d'autre choix que de s'asseoir pour négocier, «comme tenu de l'ampleur des intérêts en jeu, des 350 000 emplois qui, dans le reste du Canada, dépendent du Québec, compte tenu aussi de la dette publique».

«Plutôt que d'être en situation de demande, les Québécois doivent être en situation de proposer quelque chose au Canada. Le gros bon sens va faire le reste.»

Tout en convenant que dans le cas d'un vote positif pour la souveraineté «il y aura des efforts à faire», il ajoute «qu'il ne faut pas tomber dans l'absurde à la Daniel Johnson, qui voit de nouvelles dettes pousser dans les arbres».

M. Johnson peut voir le responsable d'une partie de la dette actuelle tous les matins en se rasant devant le miroir», lance-t-il.



Daniel Johnson (ici avec son épouse, Suzanne Marcell) a poursuivi sa campagne dans le milieu des affaires, hier.

Le chef du NON à la défense des Beaudoin et cie

Le Québec n'est pas dans les ligues majeures, selon Johnson

Il ne pourrait arriver à soutenir seul des entreprises comme Bombardier, croit-il

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Avec un produit intérieur brut de 170 milliards de dollars, un Québec souverain serait exclu des ligues majeures et trop petit pour soutenir des entreprises à envergure internationale comme Bombardier.

C'est ce qu'a soutenu hier Daniel Johnson qui a poursuivi pour la troisième journée la campagne référendaire en frayant avec le milieu des affaires.

«Ce qui est évident, c'est que le Canada, avec 800 milliards de produit intérieur brut, avec 30 millions d'habitants et avec les richesses que nous avons, n'est presque pas dans le club des pays qui peuvent soutenir les grands contrats à l'exportation que leurs entreprises essaient d'avoir. [...] Qu'on en tire les conclusions», a expliqué le chef du camp du NON.

Du coup, M. Johnson s'est porté à la défense — entre autres — du président de Bombardier, Laurent Beaudoin, dont les propos contre le projet souverainiste qui pourrait l'obliger à envisager un déménagement de son entreprise continue de faire des remous. «Je suis toujours renversé de voir comment un énoncé, qui est le gros bon sens et l'évidence même, devient un drame», affirme M. Johnson.

Et ce dernier a établi un parallèle avec le choix économique auquel sont confrontés certains contribuables. «Jose dire que si les conditions de votre hypothèque, quand vous la renouvellerez, ne font pas votre affaire ou changent de façon draconienne, vous aurez une décision à prendre», a dit M. Johnson.

Puis, sur le ton de l'ironie, le chef libéral a dénoncé les commentaires formulés par le vice-premier ministre Bernard Landry, qui se serait

permis des «insultes» à l'endroit de M. Beaudoin, ainsi que par Jacques Parizeau, qui s'en est pris à Paul Desmarais, de Power Corporation. «J'aimerais dire qu'en matière de création d'emplois, j'ai plus confiance en Laurent Beaudoin qu'en Bernard Landry», a souligné Daniel Johnson avant d'ajouter qu'il avait davantage confiance dans «les Paul Desmarais du Québec que dans les Jacques Parizeau du Québec».

Dans ce débat sur l'avenir économique d'un Québec indépendant dominé par les gens d'affaires depuis quelques jours, M. Johnson s'inquiète de la propension de son adversaire à dénigrer les porteurs de l'option fédéraliste, d'autant plus que le camp du OUI n'a toujours pas déniché de gens d'affaires qui lui sont favorables. «On s'acharne à museler les gens d'affaires. Mais ceux qui sont vraiment libres, indépendants du gouvernement, s'affichent», a clamé M. Johnson, qui oppose ainsi le retrait récent d'Hydro-Québec du Conseil du patronat du Québec.

Le terme «intimidation» utilisé hier par M. Johnson ne fait toutefois pas l'unanimité. La présidente de l'Association des femmes d'affaires du Québec, Nicole Beaudoin, considère qu'il est exagéré. Par contre, cette dernière explique pourquoi les femmes, du moins dans les sondages, demeurent réticentes au projet souverainiste. «Je pense que les femmes ont peut-être un peu plus peur du risque. Les femmes chefs d'entreprise vont faire un peu plus attention avant de prendre le risque d'un investissement. Par contre, à long terme, on s'aperçoit que les entreprises gérées par les femmes vont vivre beaucoup plus longtemps que celles gérées par les hommes», soutient Mme Beaudoin.

Quant à la guerre de chiffres en-

clenchée avec les nombreux résultats contradictoires des études de la Hir et Johnson (la mise à jour mardi du budget de l'an 1 d'un Québec souverain concocté par M. Parizeau en 1973), le chef libéral remet en question la crédibilité de Jacques Parizeau qui évalue le déficit de l'an 1 à moins de cinq milliards de dollars, s'appuyant ainsi sur l'étude Lamonde et Renaud de l'INRS. «J'ai vu encore le premier ministre faire de la fiction et à quelques heures. Il nous dit que dans un Québec séparé, le déficit serait inférieur à celui du Québec comme province canadienne. Il a inventé, fidèle à son habitude, des chiffres, les a trafiqués et les a annoncés comme la vérité révélée», a tonné M. Johnson, qui situe un éventuel déficit à un minimum de 15,6 milliards.

Le chef fédéraliste a profité de cet écart d'évaluation pour se moquer de son adversaire, prenant à partie les quelque 500 femmes membres de l'Association des femmes d'affaires du Québec (AFAQ) venues l'entendre à Montréal. «Embaucheriez-vous dans votre entreprise, pour dresser vos comptes, quelqu'un qui fait des erreurs aussi grossières?», a-t-il demandé en martelant que le projet du OUI ne supporte par l'analyse économique.

Par exemple, M. Johnson a mentionné la proposition péquiste de conserver la monnaie canadienne après l'indépendance. «Il est impossible de parler d'un pays séparé qui prend les grandes décisions économiques et qui n'a pas sa propre monnaie. On ne contrôle pas le taux d'intérêt, la masse monétaire et le taux de change. On ne contrôle pas grand-chose; on n'est pas maîtres chez nous avec la politique monétaire du voisin», a soutenu le chef du NON.

LE DEVOIR

LES SPORTS

Oleg Petrov obtient finalement son contrat

GUY ROBILLARD
PRESSE CANADIENNE

Oleg Petrov l'a finalement eu son contrat. D'un an pour 325 000\$, une augmentation de salaire de 125 000\$.

«Je m'attendais à plus», a néanmoins déclaré le petit ailier russe de 24 ans représenté par Gilles Lupien. «Mais c'est seulement pour un an et si je peux faire mes preuves, je vais gagner plus d'argent. Mon sort est entre mes mains».

Petrov a dominé son compatriote Valeri Bure, un petit ailier droit offensif comme lui, à l'entraînement et si le mérite était le seul critère, c'est lui qui serait de la formation partante samedi contre les Flyers de Philadelphie. Mais Jacques Demers devra trancher entre les deux et on semble penser chez le Canadien que Bure, un choix de deuxième ronde qui n'a que 21 ans, a un plus grand potentiel.

«J'ai eu une longue discussion avec Serge Savard et Jacques Demers à propos de mon temps de glace et on tente de trouver une solution», a dit Petrov hier. «C'est à moi

de travailler fort et de leur prouver que je mérite de jouer. Pour le moment, c'est (son contrat) un pas en avant».

Petrov a été le sixième pointeur du Canadien lors des matchs préparatoires, même s'il n'a été utilisé que dans quatre d'entre eux. Il a amassé cinq points, deux buts et trois passes.

Il a dû être convaincant car Savard avait ouvertement déclaré qu'il allait être échangé et lui-même s'était préparé à cette éventualité tout l'été, même si son premier choix a toujours été de rester à Montréal... à condition de jouer.

Demers a déclaré à quelques reprises que l'application plus sévère des règlements concernant l'accrochage et l'obstruction avait servi la cause de Petrov, qui a été un joueur dominant dès les premiers jours du camp d'entraînement. Son brio et, disons-le, des déceptions de la part d'autres joueurs ont forcé le Canadien à reconsidérer sa position à son sujet.

Petrov a fait la grimace quand on lui a rappelé les propos de Demers à son sujet, car il pense qu'il pouvait

jouer dans «l'ancien style». Chose certaine, il n'a jamais donné l'impression d'avoir peur.

Mais le fait est qu'il n'est pas gros (5'8" et 175 livres) et il a fini par admettre qu'effectivement la nouvelle application des règlements ne pouvait que servir sa cause.

Jacques Laperrière, qui a dirigé l'entraînement du Canadien hier, a semblé beaucoup plus «technique» que son patron Jacques Demers, forcé de demeurer dans les gradins à cause de sa blessure à une cuisse.

Il a fait entendre son sifflet souvent pour apporter des corrections ou suggestions et il donnait l'impression d'un affairé qui connaissait drôlement son affaire.

Il a joué pendant 12 saisons dans la Ligue nationale et il amorce sa 15e saison comme adjoint-entraîneur à Montréal. Peut-être que son patron aurait intérêt à lui confier plus de responsabilités, d'autant plus qu'il ne vise aucunement son poste.

Réservé et effacé, Laperrière ne s'implique jamais autant lorsque Demers est sur la glace.

Présentation de l'Association Est de la LNH

Que quelques règlements révolutionnent le hockey

FRANÇOIS LEMENU
PRESSE CANADIENNE

L'application des règlements concernant l'accrochage va révolutionner le hockey. Enfin une bouffée d'air frais après une dizaine d'années de pollution résultant de tactiques d'obstruction érigées en système.

Terminés également les conflits de travail même si les effets de la nouvelle convention collective sont font déjà sentir, particulièrement au niveau des joueurs autonomes avec restrictions (groupe 2). Les amateurs auront donc droit à une saison complète.

Le paysage a changé chez plusieurs équipes. Les Nordiques de Québec ont déménagé à Denver où ils sont devenus l'Avalanche du Colorado, passant ainsi de la division Nord-Est à celle du Pacifique.

Sept formations sont dirigées par de nouveaux entraîneurs: Steve Kasper (Boston), Ted Nolan (Buffalo), Pierre Pagé (Calgary), Craig Hartsburg (Chicago), Doug MacLean (Floride), Larry Robinson (Los Angeles) et Mike Milbury (Long Island).

Cinq équipes, enfin, changeront de domicile: Boston (FleetCenter), Montréal (Nouveau Forum), Ottawa (Palladium), St. Louis (Kiel Center), et Vancouver (GM Place). Voici un aperçu des équipes de l'Association Est:

Cette transaction devrait donner aux Whalers plus de crédibilité, surtout auprès de leurs partisans. L'ailier gauche de 26 ans compte deux saisons de plus de 50 buts et possède des qualités de leader. La défensive est l'une des plus robustes du circuit. Les visiteurs ne s'amuseront pas au Civic Center.

Canadien de Montréal

Équipe améliorée sur le papier, le Canadien affiche toujours certaines lacunes. L'absence, par exemple, d'un deuxième trio de qualité malgré l'arrivée du Finlandais Saku Koivu, un petit joueur rapide et intelligent. Vladimir Malakhov ne semble pas avoir le tempérament pour être le leader à la ligne bleue. Patrick Roy devra aussi revenir à son meilleur niveau. Il reste le joueur clé de cette équipe. Une saison, enfin, où le travail de tout le personnel d'entraîneurs sera scruté à la loupe. Une note positive: le Canadien ne se fera plus intimider à l'étranger (3-18-3 en 1994-95). Stéphane Quintal (Winnipeg), Marc Bureau (Tampa), Turner Stevenson, Donald Brashear, Lyle Odelein et Yves Sarault y veilleront.

Capitals de Washington

Des problèmes de contrat risquent de gâcher la saison des Capitals. Peter Bondra, meilleur marqueur (34 buts) en 1994-95, et Michal Pivonka entreprendront la saison chez les Vipers de Detroit, dans la Ligue internationale. En attendant leur retour, Joé Juneau devra mettre les bouchées doubles. Les succès des Caps dépendront également du travail du gardien Jim Carey venu sauver l'équipe en cours de saison.

Islanders de New York

Mike Milbury va se rendre compte qu'il est plus facile d'être commentateur à la télé qu'entraîneur d'une équipe en pleine reconstruction. La présence de Wendel Clark (Colorado) lui facilitera le travail. L'ancien capitaine du Canadien, Kirk Muller, sera mieux entouré grâce à Todd Bertuzzi, un robuste attaquant, Alexander Semak et Bob Sweeney. Un joueur à surveiller: Zigmund Palffy. Une note discordante: le défenseur Darius Kasparaitis, toujours sans contrat, se remet d'une opération à un genou. Les Suédois Tommy Soderstrom et Tommy Salo se partageront le travail devant le filet.

Lightning de Tampa Bay

À sa quatrième saison, le Lightning vise une place dans les séries. Un objectif qui sera difficile à atteindre malgré l'acquisition du défenseur David Shaw (Boston) et des attaquants Shawn Burr (Detroit), Brian Bellows (Montreal) et John Cullen (Pittsburgh). Chris Gratton pourrait s'imposer à sa troisième campagne. Le Lightning devra améliorer son jeu de puissance à domicile (11,7%), le pire du circuit.

Sabres de Buffalo

À l'image des Expos, les Sabres ont réalisé une vente de feu afin de réduire leur masse salariale, l'une des plus élevées de la LNH. Pat LaFontaine se retrouve seul pour animer l'attaque. Comble de malheur, Donald Audette, son ailier droit, vient d'être opéré au genou droit. Le défenseur Richard Smelik est perdu pour la saison, victime lui aussi d'une blessure à un genou. Dans les circonstances, Dominik Hasek aura du mal à remporter un troisième trophée Vézina de suite.

Sénateurs d'Ottawa

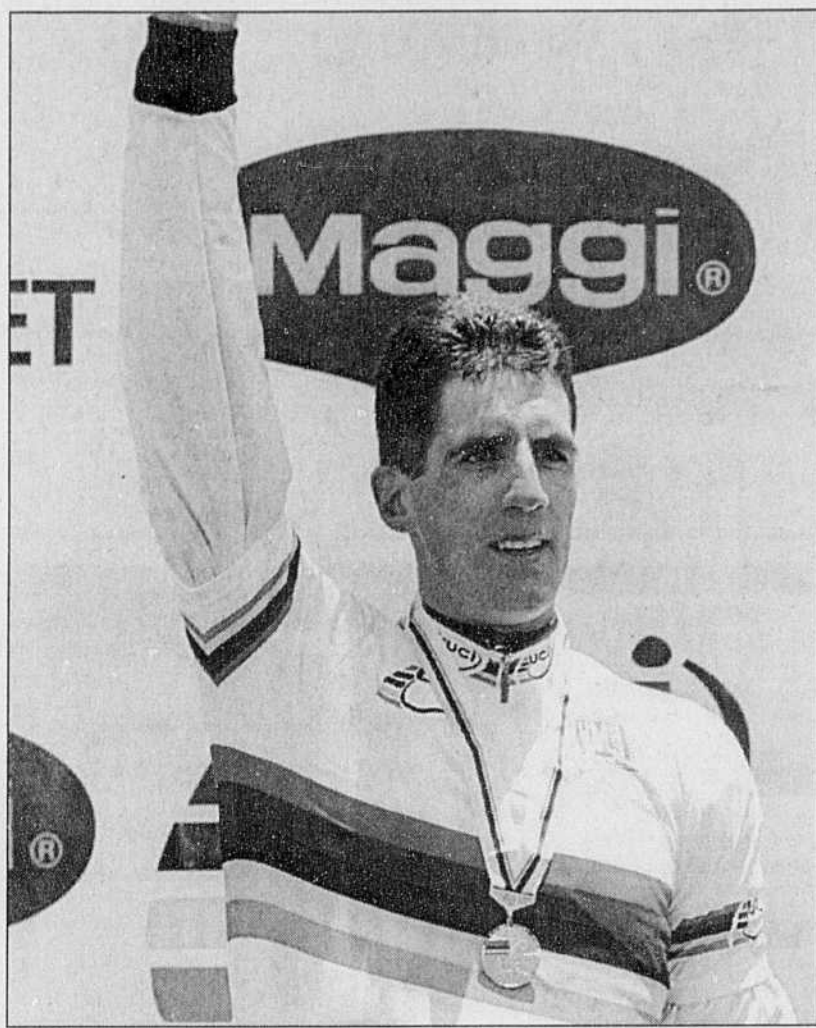
Le directeur général Randy Sexton a le don de détruire ce qu'il tente lui-même de construire. Alexei Yashin poursuit son chantage annuel et refuse de jouer à Ottawa. Bryan Berard, le premier choix du dernier repêchage, est de retour dans le junior. Domage car la présence de Steve Duchesne (St. Louis), Jaroslav Modry (New Jersey) et Daniel Alfredsson consolide les bases de l'équipe. Il risque d'y avoir plusieurs sièges inoccupés dans le nouveau Palladium qui ouvrira ses portes fin décembre.

Panthers de la Floride

Les Panthers misent cette année sur le développement des joueurs. Aucune transaction importante n'a été réalisée au cours de l'été. Une décision surprenante compte tenu des besoins de l'équipe. Les Panthers n'ont marqué que 115 buts, le plus faible total de la ligue. Le défenseur Ed Jovanovski, premier joueur repêché en 1994, et l'ailier gauche Radek Dvorak, premier choix de l'équipe en 1995, seront plongés dans le feu de l'action. Tout comme le nouvel entraîneur Doug MacLean, qui succède à Roger Neilson.

Championnats du monde sur route

Indurain en arc-en-ciel



L'Espagnol Miguel Indurain.

Tunja, Colombie (AFP) — Miguel Indurain a revêtu le premier maillot de champion du monde de sa fabuleuse carrière, hier, dans la ville de Tunja en Colombie, après le contre-la-montre des Championnats du monde de cyclisme sur route.

Indurain, grand favori au départ des 43 kilomètres, s'est imposé logiquement devant l'autre représentant espagnol, Abraham Olano, deuxième de la récente Vuelta. Il a distancé son compatriote de 48 secondes et a réalisé une moyenne supérieure à 46 km/h sur un parcours fait de longues lignes droites alternant montées et descentes avant le «mur» du dernier kilomètre.

Sur la place de Tunja, au pied de la cathédrale Santiago, l'arrivée d'Indurain a donné lieu à des scènes de foule incroyables. Le Néerlandais Erik Breukink, arrivé juste avant le champion espagnol, a été pris dans la bousculade et Indurain a dû être protégé de la meute des reporters, des photographes et des porteurs de caméras. Quelques instants plus tard, pendant la cérémonie protocolaire, une tribune s'est effondrée, heureusement sans conséquences graves.

À 31 ans, le champion le plus célèbre de son époque a ajouté un nouveau titre à sa collection qui comprend déjà cinq Tours de France et dix Tours d'Italie. Seul, Olano a résisté en perdant moins d'une minute. Mais les suivants ont été largement distancés.

EN BREF

Mondiaux de gymnastique

Surprenants résultats

Sabae, Japon (AFP) — Les exercices imposés ont produit, après trois jours d'efforts répétés plusieurs centaines de fois, des résultats masculins assez surprenants, hier soir.

Il est en effet à peu près certain que les Japonais, actuellement 1e avec 282,060 points, ne seront plus en tête, vendredi soir, à l'issue des libres, quand seront connues les douze équipes qualifiées pour les Jeux d'Atlanta. Que les États-Unis, troisième avec 280,336 points, ne seront plus aussi bien classés. Et surtout que les Russes, 11e avec 276,537 points, auront retrouvé un rang digne.

«Nous avons toujours une chance pour une médaille, mais il est très difficile de revenir d'aussi loin», a déclaré l'entraîneur Leonid Arkaev à propos de cette déconvenue russe due à de nombreuses fautes, dont deux chutes de Alexei Nemov à la barre fixe. L'entourage des gymnastes russes a par ailleurs évoqué une dure préparation pour les libres, au détriment des imposés, ainsi qu'un manque de fraîcheur passager.

Comme Nemov, le Belarus Ivan Ivankov, champion sortant, a lourdement chuté à la barre fixe, et se retrouve seulement 61e.

BASEBALL

ÉLIMINATOIRES

Ligue nationale

Mardi

Cincinnati 7, Los Angeles 2

Atlanta 5, Colorado 4

Hier

Cincinnati à Los Angeles

Atlanta au Colorado

Demain

Colorado à Atlanta, 20h07.

Los Angeles à Cincinnati, 20h07.

Samedi

x-Colorado à Atlanta, 19h07.

x-Los Angeles à Cincinnati, 1907.

Dimanche

x-Colorado à Atlanta

x-Los Angeles à Cincinnati

Ligue américaine

Mardi

Boston 4, Cleveland 5 (13M)

Seattle 6, New York 9

Hier

Boston à Cleveland,

Seattle à New York

Demain

Cleveland à Boston, 20h07.

New York à Seattle, 20h07.

Samedi

x-Cleveland à Boston, 19h07.

x-New York à Seattle, 19h07.

x-si nécessaire

LAREAU BAT HO

Le Québécois Sébastien Lareau a atteint hier le deuxième tour du tournoi de Kuala Lumpur, en Malaisie. Lareau a défait l'Américain Tommy Ho en deux manches de 7-6 (7-3) et 7-5. Au prochain tour, Lareau affrontera le favori du tournoi, le Néerlandais Richard Krajicek, qui a vaincu le Malaisien Adam Malik 7-6 (7-1) et 6-4.

HILL LE PLUS RAPIDE

Damon Hill, au volant de la Williams-Renault FW/17, a réussi le meilleur temps de la première séance d'essais privés organisée hier à Imola, à laquelle participaient également son futur coéquipier, Jacques Villeneuve, et l'Allemand Michael Schumacher (Benetton-Renault). Malgré un tête-à-queue dans la chicane, Hill a couvert 38 tours et signé un «chrono» de 1 min 28 sec 21, contre 1 min 29 sec 02 pour Villeneuve (47 tours) et 1 min 29 sec 55 pour Schumacher (19 tours). «Je dois encore faire beaucoup d'essais pour m'habituer aux circuits de F1 et à ma nouvelle équipe avant d'être vraiment compétitif», a reconnu Villeneuve.

HAUSSE DES PRIX

L'augmentation du montant des prix et du nombre de points ATP distribués aux joueurs va mettre l'Open d'Australie (15-28 janvier) au niveau des autres tournois du Grand Chelem de tennis. Le montant total des prix va augmenter de 11 % pour dépasser le cap des neuf millions de dollars australiens (6,7 millions US), grâce à une subvention de 1,5 million de dollars sur deux ans.

LES ALTERNATIVES SANTÉ

CENTRES DE SANTÉ

SPACONCEPT BROMONT - Château Bromont - situé en montagnes - Le relais de santé idéal pour des vacances de rêves - Formule européenne adaptée à la québécoise - Forfaits d'une demi-journée à une semaine avec ou sans hébergement - massage - soins esthétiques - bilan de santé - électropuncture - enveloppements d'algues, de boue et d'argile - bains thermo-masseurs - pressothérapie - matelas japonais - Forfaits à partir de 95\$. - Réçus sur demande. **1-800-567-7727 - (514) 534-2717**

POUR FAIRE PARTIE DES
ALTERNATIVES SANTÉ -
COMPOSEZ LE 985-3322

PLEIN AIR

EQUITATION - Avoir un cheval à vous pour une fin de semaine: rêve possible à la Sucrerie des Normand. Découvrez les plaisirs d'équitation dans un petit centre familial. Venez admirer la beauté de la nature sur des pistes de montagne - 250 acres versant ouest du Mont Orford. Venez passer une heure ou plusieurs jours avec nous. Nos forfaits sont personnalisés et peuvent comprendre hébergement, repas et cours de base axés sur la sécurité.

Eastman (514) 297-2659

RANDONNÉES PLEIN AIR : Cet automne, venez marcher avec nous! RANDONNÉES EN MONTAGNE ET MARCHÉS TOURISTIQUES: Adirondacks, Vermont, Estrie, Lanaudière, cap Tourmente... MARCHÉS SUR L'ÎLE: mont Royal, Île Ste-Hélène, Île de la Visitation. AUSSI VOYAGES PRÉVUS EN 1996: Costa Rica, Grand Canyon, Corse, Îles de la Madeleine, Gaspésie. Demandez notre programme: **514-278-3577**

• CULTURE •

ARTS VISUELS

Art brut, art universel?

« Dans son isolement indéchiffrable, dans son angoisse incommunicable, le fou parle un langage universel », écrivait Leonida Vilani dans le petit catalogue *Arte e follia* qui accompagnait la manifestation internationale du même nom présentée au Palazzo Reale de Milan en 1964. Est-ce dire que l'individu souffrant d'une maladie mentale qui fait de l'art produira des œuvres universelles? D'une certaine manière, sans doute. Et si tel est le cas, les « fous » ont tout intérêt à exposer leurs créations. Car s'il est une qualité convoitée dans le milieu des arts (et pas seulement visuels) c'est bien l'universel. On dit qu'un artiste l'est réellement lorsqu'il ou elle parvient à dépasser l'expression directe, calquée, de son univers privé. L'artiste, est-il convenu de croire, se doit d'interpréter, de rendre universelles ses sources d'inspiration. Puis avec ça, on lui demande en plus d'afficher ses couleurs personnelles, de faire preuve d'un savoir distinctif! Pas facile le métier d'artiste... mais c'est là une autre histoire.



JENNIFER COUËLLE

tistes de Gugging: « Ils sont, sans aucun doute, les meilleurs artistes d'Autriche. » Toujours dans l'article de Weinberg, Feilacher dit que « le talent de ces artistes n'est pas redevable à leur maladie, mais s'ils n'avaient pas été malades, ils n'auraient peut-être pas eu la chance de le découvrir. » Une découverte fructueuse, si l'on considère que l'un des artistes a récemment vendu une de ses toiles à New York pour plus de 50 000 \$ US!

On pourra bientôt en savoir plus long sur ces habitants singuliers de Gugging qui font actuellement l'objet d'une production vidéo de la productrice-réalisatrice montrealaise Anne-Marie Rocher. *Gugging la maison des artistes*, dont la sortie est prévue pour le printemps prochain, promet de susciter des débats passionnés. Il sera question, entre autres, de la place de l'art brut vis-à-vis de l'art contemporain, de l'intention de l'artiste et la conscience qu'il a de la réception de son œuvre et de l'importance relative de l'apprentissage formel de l'art. Ce documentaire comprendra également une entrevue avec l'artiste autrichien Arnulf Rainer, grand défenseur des œuvres de Gugging. Une production à surveiller de près.

Tout ça pour vous dire que la Fondation pour l'art thérapeutique et l'art brut du Québec présentera sous peu sa troisième édition de *Dingo* (I), une mondanité « délirante » promet-on. Animée par Clémence Desrochers et Michel Lemieux, cette partie de bingo coloré en tenue de soirée se déroulera au Musée d'art contemporain de Montréal le samedi 21 octobre à partir de 18h30. Aux gagnants seront remis 35 œuvres d'art brut. Les billets sont offerts à 175 \$ par personne, et tous les profits seront versés à la Fondation. On se renseigne au 849-9936.

En pleine forme, la vidéo!

La Deuxième Manifestation internationale vidéo et art électronique de Champ Libre, qui a accueilli plus de 5 000 visiteurs à l'Usine C entre le 19 et 25 septembre derniers, décernait des prix et mentions spéciales à cinq artistes vidéastes de la Manifestation lors de sa soirée de clôture, le 25 septembre. Le prix Séjour de recherche du Centre international de création vidéo de Montbéliard (France) fut attribué à la Québécoise Manon Labrecque pour *Les Amies de l'angoisse*, tandis que le Polonais Piotr Wyrzykowski se vit décerner le prix Séjour de recherche du Banff Center for the Arts en Alberta pour *Beta Nassau*. Les mentions spéciales du public furent attribuées à l'Américaine Kristine Diekmann pour *Drift to Dust*, à l'Écossaise Daniel Reeves pour *Obsessive Becoming* et au Français Dominik Barbier pour son portrait du dramaturge Heiner Müller, *J'étais Hamlet*. Fort du succès de cet événement, Champ Libre annonce déjà la tenue à Montréal, en septembre 1997, de la troisième édition de la Manifestation internationale vidéo et art électronique.

Demain matin... deux millions plus tard

MARIO CLOUTIER
LE DEVOIR

Étrange conférence de presse hier chez Eaton où trois drôles de gars ont parlé de leur décision de monter *Demain matin, Montréal m'attend*, 25 ans après la création de cette œuvre de Michel Tremblay. Deux humoristes, Patrick Huard et François Massicotte, et leur producteur, François Flamand, ont amassé 2,2 millions \$ pour donner à cette comédie musicale un traitement digne de Broadway.

« Ça fait 10 ans que je rêve à ce projet, affirme François Flamand. Je suis un intime de la « famille » Tremblay-Filiatrault et Michel retenait les droits pour le 25^e anniversaire afin qu'on le fasse tous ensemble. Il s'agit d'un gros budget, mais cela coûterait au moins cinq fois plus de produire ce spectacle à Toronto, New York ou Londres. C'est le succès financier de Patrick Huard qui nous le permet et c'est très noble de sa part. »

Montréal n'a qu'à bien se tenir. Michel Tremblay, François Dompierre et Denise Filiatrault sont tous de retour pour célébrer le 25^e anniversaire de cette version revue et corrigée au Théâtre Saint-Denis à partir du 5 décembre prochain. Tremblay a réadapté la pièce, Dompierre a écrit de nouvelles musiques et Filiatrault, qui jouait Lola Lee en 1970, assurera cette fois la mise en scène.

Sur scène, on retrouvera 27 comédiens, danseurs et chanteurs, accompagnés par un orchestre de 12 musiciens sous la direction de François Dompierre. Les rôles principaux seront défendus par Elyse Marquis (Louise), Emmanuel Bilodeau (Marc-Gérard), Normand Carrière (Hosanna), France Castel (Betty Bird), Normand Lévesque (la Duchesse de Langeais) et Sylvie Boucher (Lola Lee).

« Nous avons réuni des talents québécois qui ont participé à plusieurs comédies musicales ailleurs comme *Cats* ou *Phantom of the Opera*, ajoute François Flamand. Ils sont fiers de participer à cette reprise, mais ils travaillent pour des « pinottes », quand on voit la qualité de ce qu'ils sont en train de monter. »

Reconnue comme la première grande comédie musicale québécoise, *Demain matin...* a été créée il y a 25 ans au Jardin des Étoiles de La Ronde. André Brassard avait signé la mise en scène et la critique du *Devoir* titrait d'ailleurs: « Un autre bon mariage de Tremblay-Brassard ». Présentée d'abord comme une revue, elle avait fait l'objet d'une reprise en 1972 à la PdA, mais la version actuelle fait plus de deux heures, soit presque le double du spectacle initial.

Notons que *Demain matin, Montréal m'attend* sera également présentée à Sherbrooke et à Québec, après Montréal.

Nintendo plus fort que Rodin

VALÉRIE LEHMANN

Des deux spectacles présentés en première, hier soir, au FIND, à l'Agora de la danse puis au Monument National, une leçon est à retenir: mieux vaut un Nintendo de catégorie B qu'un Rodin « queen size ». Et malheureusement, vous vous en doutez, la nouvelle danse fait les frais de ces malhonnêtes propositions. Voilà ce que l'on peut tirer, avec le sourire, d'*Anatomie* et d'*Anybody*, les deux expériences chorégraphiques auxquelles le FIND nous conviait lors de sa deuxième journée d'activité.

D'abord, un étrange phénomène se produit avec *Anatomie*, la toute nouvelle création de la chorégraphe montrealaise Lynda Gaudreau qui, depuis deux ans, a le vent en poupe. Voici une œuvre qui, parce qu'elle en porte une autre en son sein, s'autodétruit. Comment ignorer à ce point que le mieux est l'ennemi du bien? *Anatomie* contient une pièce en six morceaux (trois solos, un duo, un trio et un quatuor) dont un au moins n'a rien à faire là. Que la dernière création de Lynda Gaudreau se veuille une étude approfondie sur le corps humain, née d'une rencontre avec les sculptures de Rodin et les statues gréco-romaines du Louvre, fort bien. Mais que son spectacle contienne un trio de 30 minutes qui semble un remake de *Construction*, sa précédente œuvre, alors, non. Non, parce qu'*Anatomie*, par conséquent, dure près de deux heures sans trêve, mêle sans discernement divers styles de recherches gestuelles et en devient une danse hermétique, assourdissante, voire assoupissante. Et puis c'est une triste affaire car les deux premiers solos d'*Anatomie* sont splendides, le duo est magnifique et le quatuor de clôture est beau. La danse de ces quatre morceaux est à la fois rigoureuse et délicate, fluide et tendue. Peu de sauts, de courses et de trajectoires dans ces parties abstraites mais émuventes, pleines de charnels micro-mouvements, qui dévoilent avec somptuosité l'épau-le, les jambes ou la tête.



PHOTO JASMYN TOLK

Anybody, entre Nintendo, hip-hop et rap.

Avec *Anybody*, apporté à Montréal par les Néerlandais Blok and Steel et leurs six amis musiciens et danseurs, se produit aussi un étrange phénomène. La nouvelle danse qui s'y trouve est désuète, floue, interprétée de façon médiocre. Les costumes sont dignes des plus fumeuses productions Nintendo. Mais la démonstration bruyante et tonique de hip-hop et de rap est si convaincante qu'on se laisse prendre au jeu, comme avec ces terribles Nintendo. Et bien sûr, les séquences humoristiques mettant en scène la création de Barbie, une scène de *Massacre à la tronçonneuse*, et une chevauchée infernale en moto à 180 km/h, comme si vous y étiez, sont succulentes. Impossible de vraiment s'ennuyer là, d'autant plus que le show dure 50 minutes.

Bon, soyons sérieux tout de même, ce n'est pas avec ces deux spectacles que l'on se revendique un « grandiose » festival international de nouvelle danse, si?

Spectacles en salles du FIND, aujourd'hui: *Anatomie*, de Lynda Gaudreau, à 19h à l'Agora. Une nouvelle création de Leine, Roebana et Norton, à 19h, au Monument National.

THÉÂTRE



PHOTO ROBERT LALIBERTÉ

Stéphane Brulotte (Cléante), Luc Durand (Harpagon) et Christophe Rapin (La Merluche) dans *L'Avare*.

Le généreux Avare de Luc Durand

L'AVARE
Une comédie de Molière. Mise en scène de Luc Durand. Décor de Guillaume Lord. Costumes de Véronique Borboën. Éclairages de Guy Simard. Avec Luc Durand (Harpagon), Annick Bergeron (Elise), Stéphane Brulotte (Cléante), Gabriel Sabourin (Valère), Suzanne Clément (Marianne), Micheline Bernard (Frosine), Jean-Marie Moncelet (La Flèche), Edgar Fruitier (Anselme), Jacques Allard (Maitre Jacques), Sylvia Gariépy (Dame Claude), Jean-Bernard Hébert (Maitre Simon) et Christophe Rapin (La Merluche). À la Nouvelle Compagnie Théâtrale jusqu'au 26 octobre.

ROBERT LÉVESQUE
LE DEVOIR

Depuis quatre ans Molière a des maux de tête avec le mauvais sort lié à son *Tartuffe* (interdit à deux reprises par le roi) quand il propose en septembre 1668 *L'Avare*, où il joue Harpagon; c'est pour lui un retour à la comédie franche, après les prétentions diverses du *Misanthrope*, d'*Amphytrion* et de *Dandin*, mais c'est très au-dessus de la farce, il portait une admirablement un type universel, l'usurier, l'avare, le fesse-mathieu (un Séraphin Poudrier, quoi!).

Manque de pot, ce sera un échec. Eh oui, *L'Avare* fut d'abord un échec, on n'en donna que neuf représentations et le pauvre Molière se décida à retirer sa comédie du théâtre du

Palais-Royal. Et puis sa santé est mauvaise depuis deux ans (dans trois ans il mourra). Ingrate entreprise que de faire rire les honnêtes gens...

Aujourd'hui on rit beaucoup à *L'Avare*, qui est un Molière parfait, une pièce efficace jusque dans sa finale précipitée, et lorsqu'elle est défendue par un routier de la scène de la trempe de Luc Durand, le plaisir est assuré. De *L'Avare* on ne demande pas grand chose d'autre que ce rire roulant, ce n'est pas quoiqu'on en pense du Molière grave, c'est du Molière qui s'amuse, qui veut vraiment faire rire, il ne dénonce même pas tant il prend plaisir à portraiturer son avaricieux, son grippe-sous, son thésauriseur, et sa thèse du « plaisir » est pleinement à l'œuvre. Rire des avares c'est plus fort que dénoncer l'avare.

Avec sa mise en scène simple et claire, relevée ici et là de trucs suaves (Elise arrache la perruque de son frère pour pincer quelques poux; la culotte de La Flèche tient debout toute seule lorsqu'Harpagon la lui fait enlever), et jouée rondement à l'enseigne de la fraîcheur innocente, Luc Durand propose un *Avare* qui semble parfait pour une première approche de Molière, ce qui est le but des productions de la NCT.

C'est une mise en scène vive, on y chuchote quand Harpagon est à côté, on se parle par signes, et quand il entre la maisonnée — sobre maison de bois blond, le portrait de la mère défunte est le seul ornement,

note inédite chez les *Avare* que j'ai vu, Harpagon a donc payé un portrait...? — on tourne autour de lui comme des oiseaux autour d'un épouvantail, ne sachant si on va l'amadouer ou le piquer. Car l'Harpagon de Durand ne fait pas beaucoup peur, c'est un simulacre de méchant homme, il est au fond d'une bonté, et c'est ce que rend très bien Luc Durand, dans une interprétation souple et subtile qui a les avantages de l'assurance, avec cet art précieux de savoir habiter la scène.

Luc Durand a travaillé son Harpagon il y a dix ans au TNM; le voici peaufinant son personnage où il a tenté de gommer son penchant naturel à la comédie façon Louis de Funès, pour ne pas accumuler trop de trucs et de trucs qui peuvent écraser le type sous ses grimaces. Il est au contraire — quoique fondamentalement bouffon — un Harpagon assez humain pour qu'il se dégage une générosité qui, tout paradoxal, solidifie son interprétation du plus célèbre grigou.

Autour de lui Durand a réuni une distribution dont la particularité est la jeunesse et l'allant. On sent, il est vrai, que cette troupe a déjà plusieurs mois de scène dans cet ouvrage (ils ont joué tout l'été à Terrebonne). Ils sont tous justes, typés, drôles, et je retiens la performance de Stéphane Brulotte dans un Cléante à la jeunesse intemporelle, Micheline Bernard à la Frosine perverse, Gabriel Sabourin en parfait Valère.

EXPOSITIONS

Vieillot, l'art déco? Le Musée McCord lance un appel aux sens

MARIO CLOUTIER
LE DEVOIR

Regardez bien les talons des derniers souliers à la mode ou votre vieux grille-pain, votre fauteuil hérité de grand-mère ou la lampe sur pied dans le salon. L'art déco est encore présent dans nos vies de tous les jours: l'angularité des années 20 et l'aérodynamisme des années 30. Ce style et cet art de vivre sont au centre de la nouvelle exposition du Musée McCord, *Délire déco: un art déco de vivre*. Dévoilé hier aux journalistes, l'événement commence vendredi et se déroulera jusqu'au 6 octobre 1996. « Une longue exposition évolutive comme c'est présentement la tendance, note la directrice générale du Musée, Claude Benoit. On peut ainsi faire évoluer les lieux de l'expo et changer ce qui fonctionne peut-être moins bien d'après les commentaires du public. »

Ces paroles de la directrice d'une institution comme McCord, en poste depuis un peu plus d'un an, démontrent bien l'« évolution tranquille » qu'elle entend donner au musée. Objets et accessibilité sont ses mots d'ordre. « L'idée est de créer une exposition intégrée qui fait appel aux sens en montrant la signification des objets, raconter une histoire qui parle de la vie et de Montréal, donc se rapprocher des préoccupations des gens. »

Dans cette optique, le Musée McCord prépare une exposition originale qui aura lieu en mars et qui coïncidera avec l'ouverture du nouveau Forum. Le thème: le hockey. Sujet surprenant qui s'incarnera dans les mille et un objets du sport national et qui racontera l'histoire de ce passe-temps né ici-même à Montréal.

L'idée de départ de la présente exposition sur l'art déco prend d'ailleurs ses racines dans la réserve du Musée et sa fabuleuse collection de costumes. Les vêtements des années 20 et 30, qui forment la pièce maîtresse de l'exposition, dormaient paisiblement dans les voûtes de l'institution depuis plus de 20 ans.

« À partir de là, raconte Claude Benoit, nous sommes allés à la recherche d'objets pour composer les deux lignes directrices de l'exposition: le style et le mode de vie. Deux conservatrices, Jacqueline Beaudoin-Ross (costume et textile) et Sarah Ivory (arts décoratifs), ont travaillé à créer un environnement vivant et intelligent qui veut nous faire sentir les années 20 et 30 comme si on y était. »

Couvrant la période de 1925 — année de l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes de Paris — à 1939, début de la Seconde Guerre mondiale, l'événement veut montrer le rythme trépidant d'une époque, l'audace des ourlets remontés, la folie du charleston, et la modernisation des intérieurs.

Les objets rassemblés pourront surprendre: une cuisinière Bélanger de couleur rose saumon, des robes du soir d'un chic rare, une combinaison de vol ayant appartenu à une aviatrice montrealaise, un bracelet en diamants d'une valeur inestimable... Le tout rassemblé autour de certaines tendances fortes: les voyages, les divertissements, la musique, l'architecture, la passion pour Toutankhamon, l'engouement pour les cocktails...

Pour l'occasion, le Musée met aussi au programme des concerts de jazz et des visites à pied dans les rues de Montréal. Bref, une invitation à tous les sens ou, comme le dit Claude Benoit, un « retour vers le réel dans notre ère de virtualité ».



PRODUCTIONS COCACINE CINEMA LIBRE présente
avec Jean Gagné et Serge Gagné
La *JOIE* des
CINOLINES
avec
Guy Thauvette
Sylvie Legault
Reynald Bouchard
Manuel Aranzuz
François Gratton
collaboration
au scénario
et dialogues
Denise Bouchier
musique
André
Duchesnes
LE DEVOIR
AU CINÉMA ONF 1564 rue St-Denis à 18h30

NOUVEAU SPRINGSTEEN

(AP) — Bruce Springsteen et le E Street Band pourraient lancer la nouvelle année avec un nouveau disque. Selon Little Steven Van Zandt, guitariste du groupe, la chose est fort possible. Pas de confirmation du côté de Springsteen qui a offert sa dernière performance lors de l'inauguration du Temple de la renommée du rock and

roll le week-end de la fête du Travail.

LES GRATEFUL DEAD SUR LE MARCHÉ

(AP) — Les compagnies Arista Records et Grateful Dead Records travailleront de concert pour mettre sur le marché le catalogue des chansons

des Dead commercialisé sous leur propre étiquette. L'enregistrement inédit *Hundred Year Hall*, capté à Frankfurt en 1972, sera le premier de 15 albums à paraître. Parmi ceux-ci on trouvera *Wake of the Flood*, *One from the Vault*, *Two from the Vault* et *Blues from Allah*. Les albums enregistrés sous l'étiquette du groupe n'étaient la plupart du temps disponibles que par commande téléphonique.